

Maître
de l'ouvrage



REGION ÎLE-DE-FRANCE
Pôle Lycées – Direction des opérations

Mandataire

Agissant au nom
et pour le compte
du Maître d'ouvrage



AMÉNAGEMENT 77

Aménagement 77
2, rue Alfred Nobel
77420 CHAMPS SUR MARNE
Téléphone : 01 64 83 57 74

Etablissement

Lycée Auguste Perdonnet
Thorigny-sur-Marne (77400)

Opération

Restructuration et Extension

N° de la
consultation

2501213

Type de Marché

☐ TRAVAUX

☐ FOURNITURES

☒ SERVICES

Objet du marché

Marché de Maîtrise d'Œuvre

Document

**Règlement de Consultation
Procédure avec négociation (PAN)
Phase candidatures**

Date limite
de remise
des plis

RECEPTION DES CANDIDATURES

lundi 5 janvier 2026 à 17h30

ATTENTION

**Les candidatures devront obligatoirement être remises par voie
électronique**

Affaire
suivie par

Aménagement 77

DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN



La présente consultation permet une remise de candidature simplifiée, préremplie grâce à votre numéro SIRET via le formulaire en ligne de candidature DUME.

Sommaire

ARTICLE PREMIER – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2. PROCEDURE DE PASSATION	5
1.3. PRESENTATION DE L'OPERATION	5
1.4. MISSIONS CONFIEES A LA MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.5. DECOMPOSITION EN TRANCHES / PRESTATION(S) SUPPLEMENTAIRE(S) EVENTUELLE(S)	6
1.6. ENVELOPPE FINANCIERE	6
1.7. CALENDRIER PREVISIONNEL	6
1.8. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION OBLIGATOIRE	6
1.9. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE	6
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
2.1 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT – GROUPEMENTS	7
2.2 COMPETENCES EXIGEEES ET EXCLUSIVITE DES OPERATEURS	7
2.3 PRESTATIONS NE POUVANT ETRE SOUS-TRAITEES	8
ARTICLE 3 – PHASE CANDIDATURE - SELECTION DES CANDIDATS	9
3.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'ACCES	9
3.2 PRECISION DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
3.3 PRESENTATION DES CANDIDATURES	9
3.4 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	16
ARTICLE 4 – MODALITE DE REMISE DES CANDIDATURES	16
ARTICLE 5 – PRESENTATION GENERALE DE LA PHASE OFFRE	17
5.1 – DEROULE DE LA PROCEDURE	17
5.2 – ANALYSE DES OFFRES	20
5.3 – MODALITES DE LA NEGOCIATION	21
ANNEXE 1 - FORMALITES A ACCOMPLIR PAR LES CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE (CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRES DU GROUPEMENT ET LE CAS ECHEANT LES SOUS-TRAITANTS)	22
ANNEXE 2 - DEMATERIALISATION DES PROCEDURES	24
1) MAXIMILIEN, PROFIL D'ACHETEUR DE LA REGION	24
2) DEPOT D'UN PLI ELECTRONIQUE : RECOMMANDATIONS	24
ANNEXE 3 – NOTE DE SYNTHESE PROGRAMMATIQUE	26
I. CONTEXTE DE L'OPERATION	26
II- CONTEXTE FONCIER	26
III- PROGRAMME DE L'OPERATION	27
IV - LES PROBLEMATIQUES DU SITE	28

ARTICLE PREMIER – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

La consultation a pour objet la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre (MOE) pour la restructuration et extension du lycée Auguste Perdonnet à Thorigny-sur-Marne (77400).

Nomenclature : Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

	Codes	Intitulés
Objet principal :	71200000-0	Services d'architecture
	71210000-3	Service de conseil en architecture
	71240000-2	Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
	71242000-6	Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts
	71247000-1	Supervision des travaux de construction
	71300000-1	Services d'ingénierie
	71310000-4	Service de conseil en matière d'ingénierie et de construction
	71312000-8	Services de conseil en ingénierie de la construction
	71313000-5	Services de conseil en ingénierie de l'environnement
	71313100-6	Services de conseil en matière de lutte contre le bruit
	71313200-7	Services de conseil en insonorisation et en acoustique intérieure
	71313420-5	Normes environnementales pour la construction
	71313430-8	Indicateurs environnementaux pour la construction
	71313450-4	Surveillance environnementale pour la construction
	71314300-5	Services de conseil en rendement énergétique
	71321100-5	Services relatifs aux aspects économiques de la construction
	71321200-6	Services de conception des systèmes de chauffage
	71321300-7	Services de conseil en matière de plomberie
	71321400-8	Services de conseil en matière de ventilation
	71325000-2	Services de conception de fondations
	71327000-6	Services de conception des structures portantes
	71328000-3	Services de vérification de la conception des structures portantes
	71330000	Services divers d'ingénierie
	71335000	Etudes techniques
	71420000-8	Services d'architecture paysagère
	71521000-6	Services de conduite de chantier
	71541000-2	Services de gestion de projets de construction

Lieu d'exécution : Lycée Auguste Perdonnet 1, allée du Château 77400 Thorigny-sur-Marne.

1.2. Procédure de passation

La consultation est passée en procédure avec négociation (PAN), conformément aux articles L.2124-3 et R.2124-3 3° du code de la commande publique.

La présente consultation est initiée par Aménagement 77, mandataire, pour le compte de la Région Île-de-France, maître de l'ouvrage, en vue de désigner le maître d'œuvre chargé de l'opération de restructuration et extension du lycée Auguste Perdonnet à Thorigny-sur-Marne (77400).

Dans le cadre de cette procédure avec négociation (PAN), seuls pourront remettre des offres, les candidats ayant été sélectionnés préalablement sur la qualité de leur candidature, conformément aux stipulations de l'article 3 du présent règlement de la consultation.

La consultation fait donc l'objet d'une procédure en deux temps :

- Une phase « candidature » permettant de désigner les candidats admis à présenter une offre, faisant l'objet du présent règlement de consultation ;
- Une phase « offre », dont les caractéristiques principales sont présentées à l'article 5 du présent règlement de consultation.

1.3. Présentation de l'opération

La présentation de l'opération (site et contexte, programme, objectifs et contraintes) figure en annexe au règlement de consultation – Annexe 3 : Note de synthèse programmatique

1.4. Missions confiées à la maîtrise d'œuvre

1.4.1 Mission de base confiée à la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article R. 2431-5 du code de la commande publique, la maîtrise d'œuvre porte sur une mission de base comportant les missions suivantes :

1. Les études d'avant-projet (APS et APD) ;
2. Les études de projet (PRO) ;
3. L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT) ;
4. La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
5. L'examen de la conformité au projet des études d'exécution réalisées (EXE) par un opérateur économique chargé des travaux et leur visa (VISA).
6. L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR et GPA)

La mission de base confiée à la maîtrise d'œuvre comprend l'ensemble des dépôts d'autorisations réglementaires (constitution dossier et dépôt).

1.4.2 Missions complémentaires confiées à la maîtrise d'œuvre

Il est envisagé de confier au maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

AMI	Maîtrise d'œuvre désamiantage et gestion du plomb
CDPGF	Établissement du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire des travaux entièrement valorisé par le maître d'œuvre (prix et quantités)
DIAG	Etudes de diagnostic
V-DIA	Vérification des diagnostics
COM	Mission de commissionnement
SIGN	Signalétique définitive

1.5. Décomposition en tranches / Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)

Variantes : interdites

Prestations supplémentaires éventuelles : sans objet

Décomposition en tranche : sans objet

1.6. Enveloppe financière

L'enveloppe prévisionnelle allouée aux travaux par le maître d'ouvrage est de : 27 millions d'euros HT Travaux (valeur janvier 2025).

1.7. Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel de la consultation est le suivant :

Date limite de remise des candidatures	5 janvier 2026
Date de sélection des candidats	Mars 2026
Date d'envoi du dossier de consultation des concepteurs offres initiales (DCC OI)	Mars 2026
Date d'organisation de visites de site	Mars 2026
Date limite de remise des offres initiales	Avril 2026
Date de réunion de négociation des offres initiales	Juillet 2026
Date d'envoi du dossier de consultation des concepteurs offres finales (DCC OF)	Juin 2026
Date limite de remise des offres finales	Juillet 2026
Date de tenue de la commission d'attribution	Septembre 2026
Date de notification du marché	Octobre 2026

Il est précisé que conformément aux dispositions de l'article R2161-17 du code de la commande publique, le maître de l'ouvrage pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Démarrage des prestations du marché : 26 octobre 2026
- Démarrage des travaux : mai 2028
- Réception de l'ouvrage du bâtiment E : mai 2030
- Réception de l'ouvrage du bâtiment G : mai 2031
- Mise en service du lycée du bâtiment E : Rentrée scolaire 2030
- Mise en service du lycée du bâtiment G : Rentrée scolaire 2031

1.8. Clause sociale d'insertion obligatoire

Sans objet.

1.9. Conditions relatives au marché

a) Cautionnement et garanties exigés :

Une avance sera prévue conformément aux dispositions des articles R. 2191 3 à R. 2191-12 du code de la commande publique et dans les conditions définies au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui sera remis au dossier de consultation en phase offres.

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci. Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

b) Modalités essentielles de financement et de paiement :

Financement prévu par autorisation de programme et autorisation d'engagement inscrites aux imputations CP 2025-108 du 27/03/2025 du budget de la collectivité.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

2.1 Forme juridique du candidat – Groupements

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix.

En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage en ce qui concerne l'exécution du marché.

Le mandataire devra obligatoirement être le membre en charge de la compétence prévue à l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 (architecte ou profession équivalente selon la réglementation en vigueur dans le pays d'origine pour les candidats).

En outre, la composition du groupement candidat doit respecter les articles L. 431-1 et R. 431-1 du code de l'urbanisme, qui réservent l'établissement du projet architectural, tel que défini par les articles L. 431-2 et R. 431-8 à R. 431-12 dudit code, aux architectes au sens de l'article 2 modifié de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Enfin, il est rappelé que la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché que dans les conditions décrites à l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique.

2.2 Compétences exigées et exclusivité des opérateurs :

Les compétences minimales exigées pour la présente consultation sont les suivantes :

N°	Compétences
1	Architecture
2	Technique conventionnelle (TCE*)
3	Spécialiste infrastructure, fondations spéciales et confortement des sols
4	Économiste de la construction
5	Acoustique
6	Conception de cuisine collective
7	Conception efficacité énergétique et qualité environnementale du bâtiment (QEB)
8	Commissionnement
9	Écologie
10	Amiante et plomb
11	Paysagiste
12	Signalétique
13	Mobilier

**La compétence Technique conventionnelle (TCE) peut être portée simultanément par plusieurs opérateurs économiques. Dans ce cas, les opérateurs économiques devront prouver à minima qu'ils disposent des compétences suivantes : Structures, Fluides et VRD.*

Les modalités de présentation et de justification de ces compétences sont décrites à l'article 3.3.3 du présent règlement.

Exclusivité – candidatures multiples :

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, il est prévu les règles d'exclusivité suivantes :

- Pour les architectes : Un même opérateur économique ne pourra être mandataire de plus d'un groupement, ni être mandataire d'un groupement et cotraitant d'un autre groupement, ni être cotraitant de plusieurs groupements. En cas de présence dans plus d'un groupement candidat, l'ensemble des groupements candidats concernés seront éliminés.
- Pour les autres opérateurs : le(s) BET « Technique conventionnelle (TCE) », « Économie de la construction » et « Conception efficacité énergétique et qualité Environnementale du Bâtiment (QEB) » ne pourront au maximum se présenter comme cotraitant que dans trois équipes différentes, sous l'une ou l'autre de ces appellations. Au-delà, les quatre équipes (ou plus) seront éliminées.

De manière générale, y compris pour les autres compétences ne faisant pas l'objet d'une exclusivité, si un opérateur est membre de plusieurs groupements, il devra dans le cadre de la procédure s'engager sur l'honneur à respecter le secret des affaires.

Tableau récapitulatif des compétences demandées et des règles d'exclusivité :

N°	Compétences	Exclusivité
1	Architecture	OUI
2	Bureau d'études techniques conventionnelle TCE	OUI (cotraitant dans trois équipes différentes maximum)
3	Spécialiste infrastructure, fondations spéciales et confortement des sols	NON
4	Économiste de la construction	OUI (cotraitant dans trois équipes différentes maximum)
5	Acoustique	NON
6	Conception de cuisine collective	NON
7	Conception efficacité énergétique et qualité environnementale du bâtiment (QEB)	OUI (cotraitant dans trois équipes différentes maximum)
8	Commissionnement	NON
9	Écologue	NON
10	Gestion des eaux pluviales	NON
11	Amiante et plomb	NON
12	Paysagiste	NON
13	Signalétique	NON
14	Mobilier	NON

Cotraitant spécifique :

Le maître d'ouvrage impose que la compétence « Amiante et Plomb » soit portée par l'un de ces cotraitants, et non par le mandataire du groupement.

2.3 Prestations ne pouvant être sous-traitées :

En cas de sous-traitance, le groupement doit respecter l'article 37 du code de déontologie des architectes qui interdit la sous-traitance par les architectes de l'établissement de tout ou partie du projet architectural.

D'autre part, en application de l'article L. 2193-3 alinéa 2 du Code de la commande publique, la prestation d'amiante et plomb devra être exécutée directement par le titulaire et ne pourra faire l'objet d'aucun acte de sous-traitance. L'amiante et le plomb constituant des enjeux majeurs du projet, il est essentiel d'assurer une communication directe et efficace entre les acteurs clés de l'opération.

2.4 Lean Construction :

Le présent projet, de par son ampleur et la multiplicité des intervenants, nécessite une organisation renforcée, collaborative et orientée vers l'anticipation. Le LEAN Construction, dont l'objectif est de réduire les gaspillages, d'améliorer l'efficacité collective et de garantir une meilleure maîtrise des délais, est requis pour la conduite de l'opération.

À ce titre, il sera valorisé auprès de la maîtrise d'œuvre des expériences en LEAN Construction. Elle participera, aux côtés de l'AMO LEAN, aux ateliers collaboratifs, aux outils de planification et aux actions visant à optimiser la coordination et la performance globale de l'opération.

ARTICLE 3 – PHASE CANDIDATURE - SELECTION DES CANDIDATS

3.1 Composition du dossier de consultation et modalités d'accès

En phase candidature, le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Formalités à accomplir par les candidats admis à répondre
 - o Annexe 2 : Dématérialisation des procédures
 - o Annexe 3 : Note de synthèse programmatique
 - o Annexe 4 : Nomenclature - Format des réponses pour la phase candidature
- Les cadres de présentation de la candidature :
 - o Une grille (format EXCEL) de présentation générale de l'équipe
 - o Une grille (format EXCEL) de présentation des références
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4
- Programme Fonctionnel
- Plans topographiques des bâtiments du site
- Tableaux des surfaces du projet existants et projetés
- Calendrier prévisionnel de l'opération
- Diagnostics Structure en décembre 2024 pour le bâtiment E et en juillet 2025 pour le bâtiment G par Cideco
- Rapport géotechnique (G1 PGC + G5) en mai 2025 réalisé par SAGA ingénierie
- AES – Analyse Environnementale du Site – Septembre 2025 par La Région Ile-De-France
- Note des objectifs de l'opération

Elles sont téléchargeables sur la plateforme <https://marches.maximilien.fr/>.

En cas de difficultés de téléchargement, vous pouvez contacter l'assistance en ligne de Maximilien, dans l'espace « FAQ et support en ligne ».

3.2 Précision du dossier de consultation

Les candidats peuvent poser des questions sur la plateforme <https://marches.maximilien.fr/>.

Ils ne sont plus autorisés à poser des questions **10 jours** calendaires avant la date de clôture de la réception.

Il leur sera répondu au plus tard **6 jours** calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

3.3 Présentation des candidatures

Une attention particulière sera apportée au respect par les candidats du formalisme de la présentation de leur candidature, telle qu'annexé au présent règlement de la consultation (voir annexe n°4 du RC).

Les candidatures devront être intégralement rédigées en langue française et se composeront des documents listés ci-après.

Pour les groupements, chaque co-traitant devra fournir les documents le concernant.

Dans le cadre de la présentation des références, le candidat doit reprendre strictement la grille excel.

Le candidat peut présenter sa candidature de manière simplifiée avec le DUME. Il complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, à la capacité économique et financière et aux capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME n'apparaît pas.

Des informations concernant le DUME sont disponibles en annexe 2 au présent règlement de consultation.

Les données renseignées dans la candidature du candidat doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de son objectif à savoir répondre au marché public lancé par la Région Ile-de-France. Ces informations doivent en outre être objectives, licites, exactes et complètes. Il convient d'éviter toute appréciation personnelle ou jugement de valeur, ainsi que tout commentaire portant sur le comportement ou les traits de caractère d'une personne. Que les informations vous concernent ou concernent d'autres personnes, les données relatives à la santé, à la religion, aux opinions politiques, syndicales et philosophiques, aux origines ethniques, ainsi qu'aux sanctions et condamnations ne doivent pas être renseignées dans la candidature

Opérateurs sur lesquels il s'appuie :

En application de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signée par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.

3.3.1 Identification et habilitation à exercer l'activité professionnelle :
--

- Le **formulaire DC1** " Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants " et comprenant la **déclaration sur l'honneur** (relative aux cas d'exclusion) conforme à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, ou équivalent ;
- Si le candidat (ou l'un des membres du groupement) est en **redressement judiciaire**, au sens de l'article L. 631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Une **attestation de l'inscription à l'ordre des architectes** en cours de validité (ou équivalent selon la réglementation en vigueur pour les candidats non établis en France), pour le ou les architectes présenté(s) dans le groupement.

3.3.2 Capacité économique et financière :
--

- Pour chaque membre du groupement, **une déclaration concernant le chiffre d'affaires global pour les trois derniers exercices disponibles** (à renseigner dans la grille (format EXCEL) de présentation générale de l'équipe).
 - Lorsque les informations concernant le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indiquer la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité.
 - **Chiffre d'affaires annuel global minimal requis** : En application des articles R. 2142-6 et R. 2142-7 du Code de la commande publique, un chiffre d'affaires annuel global minimal est exigé sur les 3

derniers exercices disponibles. Ce chiffre d'affaires minimal requis est précisé à l'article 3.4.1-B du présent document.

- **Bilans ou extraits de bilans du mandataire du groupement uniquement**, concernant les trois dernières années lorsque l'établissement de tels bilans est obligatoire en vertu de la loi,

- **Preuve d'une assurance contre les risques professionnels**

3.3.3 Capacité technique et professionnelle – Moyens humains et compétence :

- Une **déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat sur les trois derniers exercices (à renseigner dans la grille (format EXCEL) de présentation générale de l'équipe) ;
- La **présence des compétences** minimales exigées au sein du groupement candidat (cf. articles 2.2 et 3.4.1-A) pourra être apporté par tout moyen : références, titres d'études, qualifications en lien avec les compétences exigées (par exemple : OPQIBI, OPQTECC...) ou tout moyen de preuve équivalent.
- Il est notamment attendu pour l'architecte : un CV mentionnant les études, diplômes et expériences professionnelles.
- À titre indicatif : la part du marché qui sera éventuellement sous-traitée.

3.3.4 Capacité technique et professionnelle – Références :

- **Une sélection de références** pertinentes au regard de l'objet du marché, impérativement présentées dans le cadre de présentation fourni par l'acheteur (Document Excel), dont le détail figure ci-dessous.

Cette sélection de références devra être accompagnée de l'attestation sur l'honneur portant sur la sincérité des informations fournies (annexe 5 au règlement de consultation).

La condition de l'ancienneté de la référence est dite *sine qua non*. Ainsi, toute référence ne respectant pas cette condition ne sera pas analysée.

L'ancienneté de la référence est calculée d'année à année :

- Pour les références livrées au cours des 5 dernières années, sont acceptées les références livrées au plus tôt au 2020. Toute référence plus ancienne ne sera pas analysée.
- Pour les références en cours de chantier, sont acceptées les références présentant des marchés en cours d'exécution au moment de la publication de l'avis de marché au JOUE. Toute référence présentant un marché dont l'exécution commencerait postérieurement à cette date ne sera pas analysée.

Les références seront présentées suivant le cadre de présentation des références, illustrées par des documents graphiques ou photographiques et mentionnant :

- Le nom de la référence ;
- La nature de l'opération, le type d'intervention, le type et la catégorie d'ERP (le cas échéant), la zone d'intervention pour le porteur de la référence (département, ville, etc.) ;
- Les dates de l'opération (date de démarrage des travaux, date de livraison, prévisionnelle le cas échéant) ;
- Le coût travaux en € HT ;
- La surface de plancher (SDP) traitée ;
- Le nom du maître d'ouvrage ;
- Pour les références « Architecte » : le nom de l'agence porteuse de la référence (si différente de l'agence mandataire candidate) et l'indication de la mission réalisée (base, complémentaire, mission complète, mission partielle) ;

- Pour les références « BET » : le nom du BET porteur de la référence et l'indication de la mission réalisée ;
- Texte explicatif sur la pertinence du choix de la référence architecturale (notamment au regard de la complexité analogue de la référence).

Si le groupement présente plus de références que le nombre demandé par domaine de compétence, seules les premières références seront prises en compte (suivant l'ordre de présentation dans le cadre de réponse).

3.3.4.1 Pour le mandataire, et/ou architecte cotraitant le cas échéant :

Devront être présentées **3 références**, livrées au cours des 5 dernières années ou en cours de chantier (condition *sine qua non* pour les 3 références) au moment de la présente consultation significatives et appropriées à l'objet de la consultation.

L'ensemble des 3 références devra permettre d'apprécier la capacité à réaliser l'opération objet du marché, pour les caractéristiques suivantes :

1	<u>Nature analogue</u> <ul style="list-style-type: none"> - Restructuration et extension d'ERP analogue : deux références en enseignement et une référence restauration collective
2	<u>Ampleur analogue</u> <ul style="list-style-type: none"> - D'une surface de plancher (SDP) supérieure ou égale à 4 000 m² - D'un montant de travaux supérieur ou égal à 15M€ HT valeur janvier 2025
3	<u>Complexité analogue</u> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux en site occupé, avec des livraisons partielles et/ou l'usage de bâtiments provisoires - Contrainte structurelle nécessitant une reprise en sous œuvre - Mise en œuvre de matériaux/éléments réemployés - Présence d'amiante et plomb
4	<u>Procédé constructif</u> <ul style="list-style-type: none"> - Préfabrication (Hors site 2D minimum) – méthodologie LEAN

Si la composition du groupement contient plusieurs compétences architecturales, les références demandées (et leurs illustrations) s'entendent pour l'ensemble des membres architectes mandataire et cotraitants, et non pour chaque architecte cotraitant (total de 3 références, peu importe le nombre d'architectes dans le groupement).

3.3.4.2 Pour le BET Technique conventionnelle (TCE) (structure et fluides) ou les BET individuels structure et fluides

Devront être présentées **2 références** livrées de moins de 5 ans ou chantier en cours (condition *sine qua non* pour les 2 références) au moment de la présente consultation significatives et appropriées à l'objet de la consultation.

Au titre de la compétence Technique conventionnelle (TCE), il est exigé deux références : une référence pour la compétence « Structure » et une référence pour la compétence « Fluides ».

Il n'est pas demandé de référence pour le BET VRD.

Dans le cas d'un BET comportant en interne les compétences « Structure » et « Fluides », une même référence pourra être présentée au titre des deux compétences. Elle devra alors être clairement identifiée comme telle (dans le cadre de présentation) et les informations devront être adaptées selon les attendus propres à chaque compétence (notamment concernant la complexité analogue).

A. Pour le BET STRUCTURE

Devra être présentée **1 référence** livrée de moins de 5 ans ou chantier en cours (condition *sine qua non* pour la référence) au moment de la présente consultation significative et appropriée à l'objet de la consultation.

Cette référence devra permettre d'apprécier la capacité à réaliser l'opération objet du marché pour les caractéristiques suivantes :

1	<u>Nature analogue</u> Restructuration et extension d'ERP analogue (enseignement, restauration collective)
2	<u>Ampleur analogue</u> <ul style="list-style-type: none">- D'une surface de plancher (SDP) supérieure ou égale à 4 000 m²- D'un montant de travaux supérieur ou égal à 15 M€ HT valeur janvier 2025
3	<u>Complexité analogue</u> <ul style="list-style-type: none">- Travaux en site occupé, avec des livraisons partielles et/ou l'usage de bâtiments provisoires- Contrainte structurelle nécessitant une reprise en sous œuvre- Présence d'amiante et plomb
4	<u>Procédé constructif</u> Préfabrication (Hors site 2D minimum) – méthodologie LEAN

B. Pour le BET FLUIDES

Devra être présentée **1 référence** livrée de moins de 5 ans ou chantier en cours (condition *sine qua non* pour la référence) au moment de la présente consultation significative et appropriée à l'objet de la consultation.

Cette référence devra permettre d'apprécier la capacité à réaliser l'opération objet du marché pour les caractéristiques suivantes :

1	<u>Nature analogue</u> Restructuration et extension d'ERP analogue (enseignement, restauration collective)
2	<u>Ampleur analogue</u> <ul style="list-style-type: none">- D'une surface de plancher (SDP) supérieure ou égale à 4 000m²- D'un montant de travaux supérieur ou égal à 15 M€ HT valeur janvier 2025
3	<u>Complexité analogue</u> <ul style="list-style-type: none">- Travaux en site occupé, avec des livraisons partielles et/ou l'usage de bâtiments provisoires- Opération ayant obtenu le niveau BBC Effinergie Rénovation (ou équivalent)
4	<u>Procédé constructif</u> Préfabrication (Hors site 2D minimum) – méthodologie LEAN

3.3.4.3 Pour le BET ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Devra être présentée **1 référence** livrée de moins de 5 ans ou chantier en cours (condition *sine qua non* pour la référence) au moment de la présente consultation significative et appropriée à l'objet de la consultation.

Cette référence devra permettre d'apprécier la capacité à réaliser l'opération objet du marché pour les caractéristiques suivantes :

1	<u>Nature analogue</u> Restructuration et extension d'ERP analogue (enseignement, restauration collective)
2	<u>Ampleur analogue</u> <ul style="list-style-type: none">- D'une surface de plancher (SDP) supérieure ou égale à 4 000 m²- D'un montant de travaux supérieur ou égal à 15M€ HT valeur janvier 2025
3	<u>Complexité analogue</u> <ul style="list-style-type: none">- Travaux en site occupé, avec des livraisons partielles et/ou l'usage de bâtiments provisoires- Opération ayant obtenu le niveau BBC Effinergie Rénovation (ou équivalent)- Contrainte structurelle nécessitant une reprise en sous œuvre- Mise en œuvre de matériaux/éléments réemployés- Présence d'amiante et plomb
4	<u>Procédé constructif</u> Préfabrication (Hors site 2D minimum) – méthodologie LEAN

3.3.4.4 Pour le BET CUISINE COLLECTIVE

Devra être présentée **1 référence** livrée de moins de 5 ans ou chantier en cours (condition *sine qua non* pour la référence) au moment de la présente consultation significative et appropriée à l'objet de la consultation.

Cette référence devra permettre d'apprécier la capacité à réaliser l'opération objet du marché pour les caractéristiques suivantes :

1	<u>Ampleur analogue :</u> <ul style="list-style-type: none">- Intégrant un service de restauration pour 300 rationnaires minimum- Intégrant 2 lignes de self
---	--

3.3.4.5 Pour le BET Conception efficacité énergétique et qualité environnementale du bâtiment (QEB)

Devra être présentée **1 référence** livrée de moins de 5 ans ou chantier en cours (condition *sine qua non* pour la référence) au moment de la présente consultation significative et appropriée à l'objet de la consultation.

Cette référence devra permettre d'apprécier la capacité à réaliser l'opération objet du marché pour les

caractéristiques suivantes :

1	<u>Nature analogue</u> Restructuration et extension d'ERP analogue (enseignement, restauration collective)
2	<u>Ampleur analogue</u> <ul style="list-style-type: none"> - D'une surface de plancher (SDP) supérieure ou égale à 4 000 m² - D'un montant de travaux supérieur ou égal à 15M€ HT valeur janvier 2025
3	<u>Complexité analogue</u> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux en site occupé, avec des livraisons partielles et/ou l'usage de bâtiments provisoires - Opération ayant obtenu le niveau BBC Effinergie Rénovation (ou équivalent) - Mise en œuvre de matériaux/éléments réemployés
4	<u>Procédé constructif</u> Préfabrication (Hors site 2D minimum) – méthodologie LEAN

3.3.4.6 En case de BET Amiante

Devra être présentée **1 référence** livrée de moins de 5 ans ou chantier en cours (condition *sine qua non* pour la référence) au moment de la présente consultation significative et appropriée à l'objet de la consultation.

- **Pour la partie AMI** : une attestation de qualification OPQIBI « maîtrise d'œuvre en désamiantage – 09.02 » en cours de validité sous peine d'élimination, cette attestation constituant un impératif de qualification justifiant le rejet de la candidature en cas d'absence. Cette absence pourra être compensée par une équivalence de qualification ou de références, toutes deux délivrées par un tiers indépendant ou accompagné dans un groupement d'un BET ayant cette qualification ;

Cette référence devra permettre d'apprécier la capacité à réaliser l'opération objet du marché pour les caractéristiques suivantes :

1	<u>Nature analogue</u> Restructuration et extension d'ERP analogue (enseignement, restauration collective)
2	<u>Ampleur analogue</u> <ul style="list-style-type: none"> - D'une surface de plancher (SDP) supérieure ou égale à 4 000 m² - D'un montant de travaux supérieur ou égal à 15M€ HT valeur janvier 2025 - Coût travaux de désamiantage et déplombage d'un montant supérieur ou égal à 1,9M € HT valeur janvier 2025
3	<u>Complexité analogue</u> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux en site occupé, avec des livraisons partielles et/ou l'usage de bâtiments provisoires - Travaux en sous-section 3

3.4 Critères de sélection des candidatures

L'analyse des candidatures sera effectuée en deux temps :

3.4.1 Critères de recevabilité :

Les candidatures incomplètes, le cas échéant après demande de complément dans les conditions de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, ne réunissant pas l'ensemble des compétences requises ou ne respectant pas les règles d'exclusivité ou les niveaux minimums exigés en matière de chiffre d'affaires seront écartées.

A : Compétences minimales et exclusivité :

Le candidat (ou groupement candidat) devra impérativement rassembler les compétences requises à l'article 2.2 du présent règlement de consultation, en respectant les règles d'exclusivité qui y sont indiquées, ainsi que les interdictions de sous-traitance indiquées à l'article 2.3.

B : Chiffres d'affaires :

L'architecte mandataire devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel global moyen d'un montant supérieur à 2 700 000 € HT au cours des 3 derniers exercices disponibles.

3.4.2 Sélection des candidats parmi les candidats recevables :

Les candidatures non écartées seront analysées au regard des critères suivants :

- Critère n°1 – Qualité des références présentées – Sur 100

- Sous-critère 1 : Qualité des 3 références du ou des architectes – sur 50 points
- Sous-critère 2 : Qualité de la référence compétence Structure du BET Technique conventionnelle – (TCE)– sur 10 points
- Sous-critère 3 : Qualité de la référence compétence Fluides du BET Technique conventionnelle –(TCE) – sur 10 points
- Sous-critère 4 : Qualité de la référence du BET Economie de la construction – sur 10 points
- Sous-critère 5 : Qualité de la référence du BET Conception de cuisine collective – sur 5 points
- Sous-critère 6 : Qualité de la référence du BET Qualité environnementale du bâtiment – sur 10 points
- Sous-critère 7 : Qualité de la référence du BET Amiante – sur 5 points

Nombre de candidats admis : 3 sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures satisfaisant aux critères de sélection.

Conformément à l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats admis devront transmettre, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à participer à la phase offres de la procédure, les documents permettant de vérifier qu'ils n'entrent pas dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation. Les documents à fournir figurent en annexe I du présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 – MODALITE DE REMISE DES CANDIDATURES :

Les documents relatifs à la candidature doivent être transmis **obligatoirement par voie électronique**.

Les plis remis (ou dont l'avis de réception ou de transmission électronique est délivré) après la date et l'heure limites fixées par le présent règlement, ainsi que les plis contenant un virus, ne sont pas retenus. Ils sont alors détruits.


4.1) Dépôt du pli électronique

Les entreprises souhaitant se porter candidates doivent faire parvenir leur pli via la plateforme Maximilien. Les plis envoyés par télécopie et par e-mail ne seront pas acceptés.

Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son numéro de SIRET et s'identifier.

Un candidat ne peut déposer un pli pour le compte d'un autre candidat.

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur "Répondre à la consultation" (Onglet « Dépôt »)
- Transmettre votre réponse électronique :
 - Avec DUME 
 - Renseigner votre DUME en ligne et joindre vos documents **ou** fournir votre DUME en pièce libre
 - Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre
 - Sans DUME
 - Joindre l'ensemble des pièces relatives à la candidature et à l'offre
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider »

Reportez-vous à l'annexe II du présent règlement de la consultation pour des informations sur la dématérialisation et les différentes recommandations quant au dépôt des plis électroniques.

4.2) Copie de sauvegarde

Le candidat pourra également faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB) ou bien sur support papier. **La copie de sauvegarde doit également être réceptionnée avant la date et l'heure limites de remise des plis.**

- Sur support papier
- ou
- Sur support électronique

Cette copie de sauvegarde devra être transmise sous pli scellé et comporter la mention suivante :

« Copie de sauvegarde.

Nom du candidat

“ Candidature pour le marché de maîtrise d'œuvre (MOE) pour la restructuration et extension du lycée Auguste Perdonnet à Thorigny sur Marne n°(2501213) »

Ce pli sera adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé à l'adresse ci-dessous :

Aménagement 77 (pour la région Ile-de-France)
2, rue Alfred Nobel 77420 CHAMPS SUR MARNE
A l'attention Du Service Marché

Horaires de réception des plis : de 9H à 12H et de 14H à 17H, du lundi au vendredi.

En cas de rejet de la candidature, la copie de sauvegarde sera détruite sans être ouverte.

ARTICLE 5 – PRESENTATION GENERALE DE LA PHASE OFFRE

5.1 – Déroulé de la procédure

1) Langue française

L'ensemble de la procédure se déroulera en langue française. Les documents écrits, pièces graphiques, plans et offres devront être rédigés en langue française et les discussions lors des réunions de négociation devront se

dérouler en langue française. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

2) Visite du site – réunion d'information

Une visite du site sera organisée par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Les 3 équipes de concepteurs seront invitées à participer ensemble à une réunion d'information organisée par le maître de l'ouvrage ou son représentant et destinée à répondre aux questions qu'elles pourraient se poser au sujet notamment du programme ou du déroulement de la présente consultation.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant se chargera de recueillir les éléments de réponse correspondants. Les réponses définitives seront communiquées par écrit.

3) Calendrier de la procédure

Le calendrier indicatif de la consultation est indiqué à l'article 1.6 du présent règlement.

4) Remise de l'offre initiale

a) Liste prévisionnelle des pièces à remettre au stade de l'offre

Cette liste est susceptible d'être modifiée dans le règlement de consultation de la phase offre.

<u>Pieces</u>		
<u>i. Acte d'engagement et ses annexes</u>		
1. a	Acte d'engagement	x
1. b	Annexe 1 : Répartition du forfait de rémunération entre les éléments de mission	x
1. c	Annexe 2 : Répartition du forfait de rémunération entre les titulaires (mandataires et cotraitants)	x
1. d	Annexe 2bis : Répartition du forfait de rémunération entre les titulaires (mandataires, cotraitants et sous-traitants)	x
1. e	Annexe 3 : DC4 – Formulaire de sous-traitance, dans le cas où le sous-traitant est déclaré avant la notification du présent marché (un formulaire par sous-traitant) et tout éventuel acte spécial de sous-traitance dans le cas où le sous-traitant est déclaré en cours d'exécution du présent marché (chaque acte spécial constituera, dès sa notification, une annexe à l'acte d'engagement) (un acte spécial par sous-traitant)	x
1. f	Annexe 4 : Garantie à première demande garantissant le remboursement de l'avance si le Titulaire demande ce versement dans l'acte d'engagement	x
<u>ii. L'attestation de visite</u>		
2. a	Attestation de visite	x
<u>iii. Mémoire architectural, technique et méthodologique</u>		

3.a	<p>Mémoire architectural, technique et méthodologique précisant les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des contraintes de l'opération au regard : <ul style="list-style-type: none"> ○ Des contraintes fonctionnelles et architecturales : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Emplacement de l'extension ▪ Localisation des pôles et des accès ▪ Aménagement de la cour ○ Plan d'intention du projet qui vaudra rémunération (prime détaillée ci-après) ○ De la continuité de l'activité et la gestion entre le lycée et le chantier ○ Des contraintes techniques, patrimoniales, environnementales et financières : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Amiante / Plomb ▪ Structure ▪ Réseaux / Plomberie ▪ Espaces extérieurs ▪ QE : respect du label BBC Effinergie Rénovation / Réemploi / Biosourcé ▪ Analyse critique des estimations de travaux ▪ DLE • Méthodologie et moyens mis en œuvre pour la conduite de l'opération et le respect des délais : <ul style="list-style-type: none"> ○ Organisation de l'équipe de maîtrise d'œuvre : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organigramme de l'équipe ▪ Présentation de l'équipe ▪ Matrice RACI interne de l'équipe ▪ Organisation en phase études : méthodologie par élément de mission ▪ Organisation en phase chantier ○ Analyse critique des délais prévisionnels des travaux (par tranche de travaux) ○ Relation entre les différents acteurs : Maîtrise de l'ouvrage, utilisateurs, riverains, Ville 	x
	iv. Planning, phasage, chantier	
4	Un planning détaillé de l'opération	x
4	Un cahier de phasage détaillé pour chaque phase des plans de principe d'occupation des locaux, les issues de secours, les accès et les circulations chantier, les zones de stockages	
4	Plan de principe d'installation de chantier au 1/500 ^{ème}	

b) Délais de validité des offres finales

Le délai de validité des propositions est de 240 jours à compter de la date limite fixée pour la date limite de remise des offres finales.

c) Primes

Chaque candidat ayant remis une prestation conforme aux documents de la consultation recevra une prime.

L'acheteur se réserve la possibilité de réduire ou de supprimer la prime des candidats dont les prestations remises seraient jugées incomplètes ou non conformes au programme selon les modalités suivantes :

Cas de suppression de prime :

- **Offre irrégulière** : offre incomplète et/ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation. Notamment : - Non-respect des conditions de remise des offres conformément aux articles des documents de la consultation
- Absence de l'une des pièces exigées pour la remise de prestation
- Prestation dont l'exécution implique des conditions méconnaissant la législation en vigueur

- **Offre inappropriée** : prestation présentant une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur qui équivaut à une absence d'offre

- **Offre inacceptable** : prestation dont le financement ne peut être réalisé par les crédits alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire

Cas de diminution de la prime :

Le jury appréciera les offres incomplètes ou ne répondant pas au règlement de la consultation et procèdera à la fixation définitive de la prime attribuée à chacun des candidats selon les prescriptions du présent règlement.

Le versement de la prime

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera dans un délai de 45 jours, à compter de l'attribution du marché. Le règlement de consultation associé au rapport d'analyse des offres servira de justificatif pour la mise en paiement de l'indemnité.

d) Mode de transmission

Le mode de transmission dématérialisé est obligatoire pour tous les documents liés à cette opération.

5.2 – Analyse des offres

Conformément à l'article R. 2152-2 du Code précité, la Région peut décider d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres, sans en modifier les caractéristiques substantielles, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas inappropriées ou anormalement basses.

Les offres des opérateurs économiques seront analysées au regard des documents relatifs à l'offre mentionnés à l'article 5.1 ci-avant, éventuellement précisés en phase offres.

Seules les offres finales seront notées selon les modalités décrites ci-dessous, sauf si le maître d'ouvrage décide d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou s'il organise des phases de négociations supplémentaires.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération	Sous-critères
1. Montant global des honoraires de maîtrise d'œuvre	40 %	<i>Sans objet</i>
2. Valeur technique	60 %	<i>En application de l'article R. 2144-9 du code de la commande publique, le détail des sous-critères sera précisé dans le règlement de consultation de la phase offres remis aux candidats qui auront été sélectionnés.</i>

Pour le critère 1 « Montant global des honoraires de maîtrise d'œuvre », en cas de pluralité d'offres, les notes sont calculées selon la formule suivante :

Note de l'offre à noter = (Prix de l'offre moins disante acceptable régulière / Prix de l'offre à noter) x Note Maximale

Pour le critère 2 « Valeur technique », en cas de pluralité d'offres, le candidat qui obtient la meilleure note se verra attribuer la note maximale allouée à ce critère. Les notes des autres candidats seront recalculées selon la formule suivante :

Note ajustée de l'offre à noter = (Note brute de l'offre à noter / Note brute de l'offre ayant obtenu la note la plus élevée) x Note maximale possible

5.3 – Modalités de la négociation

Les discussions seront menées dans des conditions de stricte égalité des candidats. Le pouvoir adjudicateur s'abstient de donner toute information susceptible d'avantager certains participants par rapport à d'autres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R. 2161-17 du Code de la commande publique.

Chaque candidat désignera un rapporteur ayant pouvoir de l'engager, qui sera l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur. Le rapporteur devra être désigné préalablement à la première réunion de négociation.

La procédure se déroulera, de manière prévisionnelle, en 1 phase de négociation. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des phases de négociation supplémentaires durant lesquelles il pourra réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant aux offres intermédiaires les critères de jugement des offres fixés dans le présent règlement de la consultation.

Les exigences minimales que devront respecter les offres, au sens de l'article R. 2161-13 du Code de la commande publique, seront définies dans les documents de la consultation en phase offres.

Pour l'offre initiale, le candidat doit répondre obligatoirement et conformément aux prescriptions du Dossier de Consultation des Concepteurs. Le maître d'ouvrage se réserve le droit, lors de la négociation, d'étudier des évolutions possibles du Dossier de Consultation des Concepteurs.

Même durant la remise des futures offres suivant la ou les négociations, les évolutions ne doivent pas entraîner de modifications substantielles du marché.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments du marché et de l'offre, aussi bien juridiques, techniques, méthodologiques que financiers à l'exception des exigences minimales définies aux programmes et des critères d'attribution.

Au cours de la négociation, et en application de l'article R.2161-18 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution définis dans le règlement de consultation de la phase Offres.

Les candidats écartés en seront informés par courriel via la plate-forme Maximilien.

À l'issue de chaque tour de négociation, la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de demander aux candidats soit la remise d'une offre intermédiaire, soit la remise d'une offre finale.

Le pouvoir adjudicateur, et tous les intervenants à la procédure désignés par lui le cas échéant, ont, pendant cette période, l'obligation de réserve sur toute information qui leur serait communiquée par les candidats, afin de respecter la confidentialité et l'égalité des candidats d'une part, et la propriété intellectuelle des solutions techniques et/ou organisationnelles d'autre part.

Les offres seront analysées selon les critères fixés à l'article 5.2 du présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur établit un rapport d'analyse des offres finales.

Le marché sera attribué par la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de la Région.

Annexe 1 - Formalités à accomplir par les candidats admis à présenter une offre (candidat individuel ou membres du groupement et le cas échéant les sous-traitants)

1) Signature de la candidature

Les candidats admis à présenter une offre sont sollicités pour **signer leur candidature** (déclaration sur l'honneur relative aux exclusions de la procédure de passation conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, attestation de mise à disposition de moyens de tiers, le cas échéant)

Sont fournis, les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur, si la personne signataire n'en est pas le représentant légal.

- En cas de mise à disposition de moyens en application de l'article R. 2142-3 du Code de la commande publique, sera produite l'attestation signée en bonne et due forme par l'opérateur mettant ses moyens à disposition de l'attributaire.
- En cas de groupement d'opérateurs, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Chacun des membres du groupement produit la déclaration sur l'honneur relative aux exclusions de la procédure de passation, dûment signée par le représentant légal de l'opérateur ou une personne habilitée (pouvoirs à fournir le cas échéant).

En cas de sous-traitance déclarée dans la candidature, est à fournir la déclaration de sous-traitance, suivant le modèle annexé au présent règlement, signée par les représentants légaux de l'attributaire et du sous-traitant ou par des personnes habilitées (pouvoirs à fournir le cas échéant).

2) Remise des documents suivants par le candidat individuel ou chaque membre du groupement et par chacun des sous-traitants déclarés dans la candidature et/ou l'offre :

- a) Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L. 241-1 du Code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L. 243-2 du Code des assurances ainsi que toute assurance mentionnée dans le cahier des charges
- b) Les **preuves relatives aux exclusions de la procédure de passation** conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique (les documents fournis doivent être datés au plus près de la date de la demande) :

- **Certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts** listés ci-après, délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat (<http://www.impots.gouv.fr/> (la situation est appréciée au dernier jour du mois précédant la demande de délivrance de l'attestation) :

- L'impôt sur le revenu ;
- L'impôt sur les sociétés ;
- La taxe sur la valeur ajoutée.

- **Certificat délivré pour le paiement des cotisations auprès des organismes de sécurité sociale : (certificat prévu à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, également dénommé « attestation de vigilance ») : [Obtenir une attestation - Urssaf.fr](#)**

Ce certificat doit dater de moins de 6 mois et doit être fourni tous les 6 mois au cours de l'exécution du marché.

- **Certificat attestant du versement des cotisations aux caisses assurant le service des congés payés et du chômage intérimaires** : www.cnetp.fr (espace sécurisé adhérents/rubrique documents téléchargeables/attestation de marché)

NB : Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Lorsque le candidat ou cotraitant est en **redressement judiciaire** : **copie du ou des jugements** prononcés. A noter que pour être attributaire, l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché doit être prouvée.

- **Le numéro unique d'identification SIREN du candidat.**

- En cas d'impossibilité technique d'accéder, par l'intermédiaire du système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, la Région pourra demander un extrait Kbis.

Pièces complémentaires prévues par le Code du travail (articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5) :

- Le cas échéant, **la liste nominative des travailleurs étrangers employés** pour la réalisation des prestations attendues et qui sont soumis à autorisation de travail exigée par les articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié concerné, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Lorsque l'**employeur cocontractant est établi hors de France**, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants (article R. 1263-12 du Code du travail) :
 - a) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
 - b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une **déclaration sous serment** ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une **déclaration solennelle** faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Il est joint une **traduction en français** des documents rédigés dans une autre langue remis en application du présent article.

En application de l'article R. 2143-15 du Code de la commande publique, un candidat peut remettre, en remplacement de tout ou certaines de ces pièces, un certificat d'inscription délivré par l'autorité compétente ou le certificat délivré par l'organisme de certification compétent. Ces certificats indiquent les références ayant permis l'inscription sur la liste officielle ou d'obtenir la certification, ainsi que la classification sur cette liste.

Annexe 2 - Dématérialisation des procédures

1) Maximilien, profil d'acheteur de la Région

Le profil acheteur de la Région est disponible à cette adresse : <https://marches.maximilien.fr>

L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations.

Les candidats sont avisés que les frais d'accès au réseau et, le cas échéant, de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Ils veillent à respecter :

- Les conditions d'utilisation : <https://marches.maximilien.fr/?page=commun.ConditionsUtilisation&calledFrom=entreprise>
- Les Pré-requis techniques de la plateforme : https://marches.maximilien.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2
- Les documents et informations complémentaires disponibles à la rubrique « Aide » : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

En cas de problème sur la plateforme, vous pouvez joindre l'assistance en ligne depuis la plateforme disponible depuis cette page : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide#>

Suivre les évolutions de la consultation

Les soumissionnaires doivent choisir le mode de téléchargement du document de consultation des entreprises souhaité :

- Téléchargement en mode identifié [**recommandé**] : vous serez tenu informé en cas de modification de la consultation et de réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées.
- Téléchargement en mode anonyme : Vous ne serez pas tenu informé en cas de modification de la consultation et de réponses aux candidats apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées.

Soyez particulièrement attentif à bien renseigner le champ "e-mail" dans la mesure où cette adresse sera celle utilisée pour informer des éventuelles modifications du DCE et des réponses aux questions des candidats en cours de publicité. La validité de cette adresse électronique déclarée est de la responsabilité du soumissionnaire.

Communication et échanges d'informations par voie électronique

Les candidats sont responsables du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (redirection automatique, utilisation d'anti-spam...) et doivent s'assurer que les messages envoyés par le portail Maximilien, notamment par l'adresse « nepasrepondre@maximilien.fr », ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

De manière générale, il incombe aux candidats une obligation de vigilance consistant en particulier à prendre connaissance de l'ensemble des messages qui leur seraient envoyés, quels que soient les moyens de communication utilisés, et de veiller à répondre dans les formes et délais impartis.

2) Dépôt d'un pli électronique : recommandations

Nous vous invitons à effectuer vos tests de configuration avant de remettre vos offres par voie électronique, notamment s'il s'agit de votre premier envoi électronique. Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Si certaines pièces de la candidature sont mises à disposition dans un coffre-fort entreprise (par exemple celui du portail Maximilien), s'assurer de la validité des pièces et indiquer les modalités d'accès.

Transmettre votre réponse électronique avec DUME



La présente consultation permet une remise de candidature simplifiée, préremplie grâce à votre numéro SIRET et au programme « Dites-le nous une fois ». **Le règlement de consultation identifie les informations que DUME prend en charge.**

Le candidat peut répondre :

- via le formulaire en ligne de candidature DUME conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#).
Un guide est téléchargeable via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espdp>

Une fois le formulaire complété, des pièces complémentaires peuvent être transmises.

Ce formulaire peut être envoyé en amont des autres documents exigés dans la consultation, notamment en cas de groupement, pour permettre aux autres candidats du groupement de valider leur formulaire. Une fois le formulaire envoyé, il est possible de le modifier. Seul le dernier envoi sera pris en compte.

Dépôt du pli

Les candidats doivent joindre les documents relatifs à la candidature dans la section « Pièces de la réponse ». Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc/.rtf/.pdf /.xls ou tableur/ image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

En tout état de cause, pour que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 100 mégas), il convient de :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus, à la charge du candidat. En cas de détection d'un programme informatique malveillant, l'offre ne peut être acceptée qu'en cas de transmission d'une copie de sauvegarde dans les conditions définies au présent règlement de consultation.

Valider le dépôt

Pour valider le dépôt de son pli, le candidat doit accepter les conditions d'utilisation et cliquer sur "Valider". Un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant foi.

Annexe 3 – Note de synthèse programmatique

I. Contexte de l'opération

Le lycée Perdonnet, créé en 1941, est situé sur la commune de Thorigny-sur-Marne avec une surface de 11 001 m² de SU (tous bâtiments compris), complété par 516 m² de SU avec de locaux annexes (parking couvert et chaufferie).

Formation :

Il accueille 671 élèves en 2024 en filière professionnel, industriel, tertiaire et technologie du CAP au BAC Pro avec une capacité actuelle de 900 élèves. Parmi ces formations :

- **Formation UPE2A : Classe à destination des élèves allophones arrivants**
- **3e Prépa professionnelle**
- **CAP**
 - CAP électricien
 - CAP Menuisier-fabricant
 - CAP serrurier-métallier
 - CAP équipier polyvalent du commerce
- **BAC PRO industriel :**
 - Baccalauréat professionnel TMA – Technicien menuisier-agenceur
 - Baccalauréat professionnel TCI – Technicien en chaudronnerie industrielle
 - Baccalauréat professionnel MELEC – Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés
 - Baccalauréat professionnel MSPC – Maintenance des systèmes de production connectés
- **BAC PRO Tertiaires :**
 - Baccalauréat professionnel Métiers de l'accueil
 - Baccalauréat professionnel Métiers du commerce et de la vente – option A animation et gestion de l'espace commercial
 - Baccalauréat professionnel Métiers du commerce et de la vente – option B prospection clientèle et valorisation de l'offre commerciale

Le projet souhaite augmenter la capacité d'élève en passant à 1 224 élèves soit une augmentation de 324 élèves.

En demi-pension :

400 élèves soit 60% de la population scolaire sont accueillis chaque midi et l'ensemble des internes le soir.

Internat :

100 élèves en internat dont 4 élèves par chambre pour la plupart avec 26 chambres de 20m² et 8 chambres de 11 et 15m² pour les surveillants et élèves PMR.

Logements de fonction :

7 logements de fonction dont 5 au sein du château, un logement au RDC du bâtiment G et un logement dans un pavillon d'un terrain annexe du lycée.

II- Contexte foncier

Superficie :

Le site est décomposé en trois secteurs :

- **Le site principal de 5,5 ha (1)** qui reçoit l'ancien château des Fontaines et l'ensemble des bâtiments d'enseignement et d'hébergement.
- **Le site des anciens ateliers (2)** (bâtiments à ce jour démolis) qui reçoit un logement de fonction.
- **Hors opération - Le site de l'ancienne orangerie (3)** qui abritait l'atelier de maintenance.



La surface d'espaces verts est d'environ 28 000 m² en prenant en compte le bois classé pour le site 1.

A0401 : La Région IDF est propriétaire (site 1) – Envisagé pour la réhabilitation du lycée de 55 302 m²

A0404 : La Région IDF est propriétaire (site 2) – Envisagé pour les bâtiments provisoires avec la présence d'une zone humide de 1500 m² au centre de la parcelle de 11 581 m²

A0563 (2 395 m²), 564 (865 m²), 565 (1 060 m²), 566 (11 m²), 163 (769 m²) : Propriétaire inconnu (site 3).

PLU : site en zone UP (zone urbaine mixte à dominance habitation pavillonnaire)

III- Programme de l'opération

- Restructuration globale et extension du **bâtiment E (site 1)** :
 - enseignement général, scientifique et technologique, accueil, CDI, salle polyvalente, administration, vie scolaire
- Démolition du **bâtiment I**
- Restructuration globale et extension du **bâtiment G (site 1)** :
 - restructuration extension de la demi-pension
 - rénovation de l'internat
- Remise au propre des locaux administrations dans le **bâtiment F**
- Aménager les espaces extérieurs aux abords des bâtiments
- Rénover le parking professeurs et agents au nord de la parcelle
- Créer un local vélos à proximité du bâtiment E



Le site 2 est destiné à recevoir les bâtiments provisoires en attendant la réhabilitation des bâtiments E et G.

IV - Les problématiques du site

- Le site possède un fort dénivelé allant jusqu'à 6 mètres en point haut.
- Doit pouvoir accueillir un nombre plus important d'élèves : 1 224 élèves à terme
- Le site est soumis à un Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain et aux aléas de retrait et gonflement dus à un sol argileux, niveaux fort et moyen
- Les besoins pédagogiques évoluent en intégrant des filières du BAC général : nécessité d'agrandir le bâtiment E
- La reprise structurelle des bâtiments E et G est importante
- Le site 2 comporte une zone humide au centre de sa parcelle

Bâtiment	Objectifs
Bâtiment E	<ul style="list-style-type: none"> -Démolition du pignon nord du bâtiment E accueillant le CDI et le foyer professeurs et agrandissement du bâtiment - Mise en œuvre des préconisations du référentiel en termes d'organisation des locaux et création d'une vraie centralité au sein du lycée : création d'un hall de distribution, organisation des pôles de vie scolaire et d'accompagnement (administration, professeurs...) depuis ce hall, création d'une salle polyvalente ; - Création des locaux d'enseignements nécessaires à l'accueil des formations nouvelles intégrées à la structure pédagogique du lycée ; - Mise aux normes des locaux pédagogiques actuellement implantés dans le bâtiment E ; - Déplacement du pôle de vie scolaire, du pôle de maintenance et de l'infirmerie depuis le bâtiment G vers le futur bâtiment augmenté ; - Amélioration de la gestion des flux depuis l'espace public avec la création d'une séquence parvis extérieur/parvis intérieur mieux marquée. Ceci passera vraisemblablement par la rétrocession de terrain à la commune pour création d'un parvis extérieur ;
Bâtiment F	-Remise au propre des locaux compte tenu du déplacement de l'administration
Bâtiment G	<ul style="list-style-type: none"> - Restructuration et extension de la demi-pension - Rénovation de l'internat
Bâtiment I	- Démolition des bâtiments préfabriqués
Autre	<ul style="list-style-type: none"> - Rénovation du parking professeurs et agents au nord de la parcelle ; - Traitement des espaces extérieurs aux abords des bâtiments traités

V- Planning et phasage

Les dates importantes à noter sont le démarrage des travaux en 2028 et la fin des travaux de rénovation pour 2031. Le planning devra être défini de façon à respecter ces dates clés pour les dépôts de PC, le lancement des appels d'offres et le démarrage des travaux.

Phases travaux
Phase 1 : <ul style="list-style-type: none">- Travaux du bâtiment E (Désamiantage, travaux de restructuration et extension)- Livraison des bâtiments provisoires
Phase 2 : <ul style="list-style-type: none">- Travaux du bâtiment G (Désamiantage, travaux de restructuration)- Livraison des bâtiments provisoires

A noter, qu'au vu du projet, il sera potentiellement nécessaire de réaliser un référé préventif. Ces aléas calendaires seront à anticiper et à vérifier au démarrage et au cours des études de conception.

Annexe 4 – Nomenclature - Format des réponses pour la phase candidature

Les éléments en **couleur** sont à modifier en faveur des raisons sociales des membres du groupement candidat.

